



2008/01

HENRI SIMONS

Mon implication dans le projet Culture Capitale est née de l'expérience acquise tant dans le processus qui a abouti à Bruxelles 2000 que du travail mené pendant six ans en culture à la Ville de Bruxelles. En effet, au regard des attentes du milieu culturel, il faut stimuler un projet culturel vecteur de cette identité bruxelloise multiculturelle et contemporaine, résolument ouverte sur le monde. Inscrite de façon durable dans le tissu culturel, social et urbain de la ville, cette initiative audacieuse doit fédérer les énergies dispersées afin de prendre en compte l'ensemble des acteurs culturels présents dans la capitale. La nécessité d'un projet qui permette à la Ville d'émerger pleinement au niveau culturel se fait sentir. En effet, notre capitale a besoin d'un projet de développement culturel ambitieux qui résonne au-delà des clivages communautaires, rayonne sur la scène belge et internationale, et dans lequel tous les habitants de ce pays puissent se reconnaître.

Car aujourd'hui encore – le colloque organisé par le Réseau des Arts l'a rappelé dernièrement – le principal obstacle à une vision culturelle globale à Bruxelles demeure le manque de cohérence entre les différents niveaux de décisions politiques et les institutions culturelles.

L'ambition est donc de réfléchir comment engager au mieux dans cette dynamique les différents niveaux de pouvoir impliqués dans le soutien à la culture, les responsables d'organismes culturels, les créateurs, les nouvelles initiatives culturelles bilingues qui naissent de plus en plus nombreuses, ainsi que les Instituts culturels européens présents à Bruxelles. Pour nous, les architectes et urbanistes ont leur place dans cette initiative car l'architecture est aussi une discipline de création qui nous concerne tous dans notre quotidien.

Alors que sur le terrain, les culturels s'organisent et que progressivement le KunstenFestivaldesArts ou encore le BRXL BRAVO s'imposent comme des moments clefs de la programmation culturelle, il est temps que les pouvoirs publics puissent répondre aux besoins. Comment ? Sur quels projets ? Avec qui ? C'est de ce type de rencontre qu'une réponse émergera clairement. Il me semble toutefois nécessaire de prendre en considération un certain nombre de paramètres.

En matière d'institution, je pense qu'il ne faut toucher à rien. On peut sûrement améliorer à la marge mais ce qui importe aujourd'hui c'est de s'occuper de contenu. L'institutionnel, c'est la boîte de Pandore : si on l'ouvre, pour le peu d'améliorations que l'on obtiendra, on n'améliorera en rien le contenu. Car si, aujourd'hui, nous souhaitons avancer sur le fond, il ne faut surtout pas au risque de se perdre dans des questions qui ne résoudront rien quant au point de vue qui nous préoccupe, travailler sur base du système en place. Ne changeons pas les institutions, appuyons-nous sur ce qui est possible et réalisable dans l'immédiat.

Mais je reconnais bien volontiers qu'on se trouve dans une situation extrêmement complexe. Il y a à la fois les Communautés qui sont les premières responsables et qui sont compétentes au sens constitutionnel du terme. A

leurs côtés, il faut également ajouter les communes et deux Commissions communautaires (Cocof, VGC). Nous avons aussi indirectement, par les nombreux contrats de mise à l'emploi, une responsabilité au niveau de la Région. Quant à l'Etat fédéral dont on ne peut oublier la compétence dans le domaine, il est le garant des institutions culturelles et scientifiques fédérales. Dans cette galaxie institutionnelle, nous devons également compter sur l'Europe qui a une compétence culturelle. C'est l'uniformisation des taux de TVA par exemple, la circulation libre ou pas en marché de produits ou en œuvres d'art et en matière audiovisuelle ou encore les programmes média.

Et pourtant cette complexité n'empêche pas qu'aujourd'hui avec parfois beaucoup de bonheur naissent des projets culturels qui dépassent l'appartenance à une seule Communauté et qui résonne du bilinguisme et du multiculturalisme de Bruxelles. Ainsi, Recyclart qui est soutenu par les deux Communautés, et qui fonctionne bien, ou Flagey qui connaît hélas des tensions plus politiques, et même le Wiel's qui trouve – trop lentement – sa place auprès des institutions, sont là, bien là et ce sont trois exemples de projets forts et riches.

Au centre de l'Europe, Bruxelles est le vivier d'une offre culturelle riche, diversifiée et novatrice. A la croisée des chemins, Bruxelles brasse les identités multiples de cette ville bilingue et cosmopolite. En la matière, il faut donc s'imposer culturellement. Nous disposons d'atouts incroyables pour être la capitale de l'Europe. Il nous faut maintenant ne pas être seulement sa capitale administrative, nous devons, parce que cette idée est inscrite au cœur même du processus européen, en être la capitale culturelle. Prenons une ville d'un million d'habitants comme Lyon. La différence de rayonnement culturel de Bruxelles par rapport à Lyon est évidemment énorme parce qu'elle est un lieu de décision politique internationale et qu'il y a ici un formidable échange d'expériences. Combien d'ambassadeurs et d'artistes ne sont pas venus trouver l'échevin de la culture en disant qu'ils voulaient exposer, faire un concert, etc. Pourquoi Bruxelles ? « Parce que c'est notre capitale ». Nous avons là un rôle tout à fait particulier à jouer. Ville bilingue, pluriculturelle, européenne et ville des émergences et des rencontres parce que, depuis peu de temps, cette ville a redémarré. A nous, d'assurer la pérennité de cette dynamique !

Dès lors, s'il y a bien une chose qui nous réunit tous, c'est l'idée d'un projet culturel pour Bruxelles. Ce projet culturel il faut le créer avec ce que nous avons comme réalité, c'est-à-dire avec un Accord de coopération. Je prends un exemple qui a marqué la politique dont on parle encore maintenant : Bruxelles 2000, capitale européenne de la Culture, lancé par Bernard Focroulle et qui reposait sur un conseil d'administration qui réunissait les communes, les Communautés, la Région et l'Etat. Cette logique a permis de faire pour un an un programme culturel qui était un projet culturel pour Bruxelles. L'idée est donc de réunir, autour d'un intendant culturel, les différents intervenants : les créateurs, les institutions culturelles et les différents niveaux de pouvoir. C'est là une logique politique de rencontre, de respect de la spécificité de cette ville-région avec l'idée d'émergences, de créations urbaines et de contacts nationaux et internationaux.

Ce que le politique doit se garder de faire, c'est de déterminer lui-même quel projet culturel il faut élaborer avec les différents intervenants institutionnels et culturels, artistiques, associatifs, organisateurs de festivals, détenteurs de salles, directeurs de théâtre, ... Les institutions doivent soutenir, financer ce projet culturel mais il doit être créé par quelqu'un, par une équipe, qui appartient au monde de la culture. Il faudra voir quels seront les liens à créer entre les institutions, les contacts à prendre à l'extérieur, quels sont les éventuels bâtiments-phare qu'il faudrait créer, quels sont les liants qu'il faut mettre entre les projets des différentes communautés. Une certitude concerne la spécificité de cette ville-région : elle est bilingue, multiculturelle sur base de ses immigrations économiques ou européennes et c'est, par cette spécificité-là, que nous pourrons développer un projet spécifique

pour Bruxelles comme projet culturel qui ne pourrait pas être le projet de Paris ou de Londres.

Elaborer un projet culturel sur plusieurs années, soutenu par tous les pouvoirs publics. C'est difficile, mais c'est excitant. Un projet ouvert sur l'Europe et le monde au-delà des langues et des frontières, avec la Wallonie et la Flandre, avec la Belgique et l'Union européenne, avec les créateurs, les artistes, les directeurs culturels, c'est l'audacieuse ambition de CULTURE CAPITALE.

Henri Simons